

Vivons-nous une " éclipse des intellectuels " ou, au contraire, un réveil de la pensée lié à un renouveau de l'esprit critique et du mouvement social ? L'historienne Michèle Riot-Sarcey et le philosophe Marcel Gauchet font le point

Le débat intellectuel français est-il un champ de ruines ?



T+ **O**ù en est le débat intellectuel français ? Si tout semble à -reconstruire, le terrain n'en est pas moins propice à des constructions nouvelles, à des pratiques inédites. C'est du moins ce qui émerge de la discussion entre le philosophe Marcel Gauchet et l'historienne -Michèle Riot-Sarcey, qui prononcera la leçon inaugurale des XXXe Rencontres de Pétrarque, du 11 au 15 juillet à Montpellier. A travers leurs -divergences sur l'état de la démocratie, de l'université et de la pensée critique, ces deux intellectuels engagés proposent une topographie du champ de -bataille intellectuel et de ses nouvelles lignes de front.

En 2000, dans son livre *La Pensée tiède* (Seuil), le Britannique Perry Anderson décrivait la France comme un " désert d'idées ", comme si notre paysage intellectuel était désormais un

espace aride, où il est très difficile de se repérer. Où en est-on aujourd'hui ?

Michèle Riot-Sarcey : En tant qu'historienne, il me semble nécessaire de sortir de la tradition nostalgique. Pour essayer de comprendre où nous en sommes, il nous importe de revisiter le passé afin de saisir, par exemple, ce que disait Edgar Quinet de la Révolution française : " *ramener sur terre la foi à l'impossible* ". Oui, la Révolution française a ouvert la voie à l'émancipation, une émancipation pensée infinie et surtout non restrictive. Or, aux siècles suivants, après avoir oublié les femmes, les étrangers, les colonisés..., le philosophe Miguel Abensour le souligne, le XXe siècle est parvenu à inverser le processus historique que l'on croyait irréversible : de l'idéal d'émancipation, l'Occident est tombé dans la barbarie jusqu'à l'extermination des " indésirables ". De cette sidération, les " intellectuels " français, même les plus grands, n'ont rien fait. Sartre, Foucault, Derrida et bien d'autres se sont engagés à leur manière en fondant leurs prises de position sur une œuvre irremplaçable, mais la question est restée en suspens.

De mon point de vue, -retrouver le chemin de l'espérance, c'est faire retour sur un temps de débats qui, de fait, n'a pas eu lieu. On a oublié, par exemple, qu'au moment de l'affaire Dreyfus, Bernard Lazare - *journaliste et premier des dreyfusards* - est resté longtemps isolé. On a oublié que cette cause a été entachée par le silence ou presque des dreyfusards sur la -colonisation, bien en cours à leur époque. La situation actuelle s'explique par les non-dits et les différentes mises à l'écart qui se sont accumulés au cours de l'histoire. L'absence de réflexion sur l'émancipation réelle de la grande majorité de la population, le racisme, l'antisémitisme qui perdurent posaient d'être attentifs à la mise en œuvre d'une -véritable démocratie.

Aujourd'hui est un temps d'éveil, plus et mieux encore qu'en mai 1968, où ce rapport à l'autre et à la démocratie était masqué par des idéologies surplombantes. Ce réveil n'est pas le fait des intellectuels labellisés, c'est le fait de collectifs critiques et anonymes, qui ont suspendu le temps afin de prendre le temps de se réveiller d'un long sommeil d'illusions. Ecoutez les assemblées générales de Nuit debout, elles manifestent une attention particulière à l'autre dans toutes ses expressions. Il y a là une jeunesse qui doit tout réinventer, en l'absence de dogme, elle peut vraiment créer. On ignore son devenir, mais on assiste à un mouvement de l'histoire en cours, je l'espère, d'inversion. Contre la " modernité dévastatrice " qui nous a précédés, la " modernité créatrice " s'élabore.

Marcel Gauchet : Je reprendrais volontiers le terme de réveil, mais dans un autre sens. Nous nous réveillons dans un monde où tous les modèles intellectuels sur lesquels nous -vivions jusqu'à il y a peu se sont effondrés.

L'éveil, c'est la prise de conscience de la nouveauté du moment dans lequel nous nous trouvons. Sur le plan politique, cela se traduit par l'écroulement de l'idée de révolution et de son soubassement, l'idée que l'histoire telle qu'elle est en marche porte la réalisation de l'émancipation humaine. C'est cette idée-là qui justifiait le rôle des intellectuels. Et, si on a l'impression d'une éclipse des intellectuels, c'est en grande partie en fonction de l'épuisement de cette dynamique prophétique. Voilà l'événement central des trente dernières années : l'écroulement de l'idée de l'histoire comme porteuse d'une nécessité intrinsèque qui conduit vers l'émancipation. La crise de la politique, à un niveau tout à fait trivial, est une résultante de ce phénomène. Tout cela s'inscrit dans le contexte d'une globalisation qui s'effectue sous le signe d'une économie néolibérale -financiarisée dont les dégâts ne peuvent que susciter un mouvement critique. D'où la montée des économistes, dont on ne parlait jamais, jadis, dans le monde intellectuel, et qui sont maintenant partout dans les -médias.

Et, en même temps, cette pensée critique ne peut plus avoir ses assises dans la grande triade Marx, Freud, Nietzsche. L'éclipse de ces autorités s'est traduite par la crise des sciences humaines. Je ne dirais donc pas du tout qu'il n'y a pas d'idées, mais désormais la pensée critique est dispersée, il n'y a plus de " mode " qui structure la scène intellectuelle, comme on a pu la connaître dans le moment structuraliste par exemple. Le réveil, en ce sens, c'est la prise de conscience de l'étendue des ruines qui sont derrière nous. Tout est à

reconstruire. Y compris sur le terrain politique, et c'est là où je retrouve ce que disait -Michèle Riot-Sarcey à propos de Nuit debout. Je soulignerais davantage qu'elle l'ambiguïté du mouvement. Il y a en effet quelque chose comme un effort de réinvention de la -démocratie à partir de ses premiers principes. Mais comment porter cet effort au-delà de la réunion de quelques centaines de -personnes ? C'est là que la vraie difficulté commence. A l'échelle de sociétés entières, -comment faire ? Là, nous entrons dans l'inconnu total.

En 2002, le pamphlet de Daniel Lindenberg *Le Rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires* (Seuil/La République des idées) a marqué l'explosion de la galaxie " antitotalitaire ", qui avait un temps structuré la scène intellectuelle. Près de quinze ans plus tard, où est la -ligne de front ? Walter Benjamin, que vous citiez, n'hésitait pas à parler d'" ennemi ". Pour vous, qui est l'ennemi aujourd'hui ?

M. R. S : C'est le " discours de vérité " qui -véhicule une pensée fausse, qui depuis très longtemps nous fait croire que nous sommes en démocratie, dans un pays où les hommes sont libres. Dévoiler cette fausse vérité me semble l'urgence actuelle. La pensée floue, pseudo-rationnelle, qui décrète, par exemple, à propos de la loi travail, que toute résistance est inutile, irrationnelle, -antimoderne... Cette pensée qui dit : " il faut des réformes ", mais quelles réformes ? Pour qui ? Pourquoi ? Le retour vers le passé me semble d'autant plus nécessaire qu'il nous permet de retrouver le sens émancipateur des mots " réforme ", " liberté ", " démocratie ", " universalité "... On a oublié que les utopistes d'hier (Saint-Simon, Fourier, Owen, Leroux...) se disaient réformateurs, et que la réforme, pour eux, signifiait transformer les rapports sociaux.

S'il y a un réveil, aujourd'hui, c'est à l'encontre de la démocratie des ploutocrates et des oligarques qui nous a été imposée et qui a valorisé l'expertise. Il faut changer radicalement le système qui n'a qu'un seul but : imposer la servitude volontaire. L'idée de -révolution, contrairement à ce que vous -dites, est en pleine renaissance, au sens d'un désir de transformation sociale. Cela ne passe pas par un grand soir, mais par un -réveil de l'esprit démocratique tel qu'il avait émergé au XIXe siècle. Et c'est ce qui se passe en ce moment dans la jeune génération, celle qui revisite justement Marx, Nietzsche ou Freud... En 1995, avec Denis Berger, Henri Maler, Catherine Lévy et Yves Bénot, nous avons lancé l'appel des intellectuels en -faveur des grévistes, avant de faire appel à Pierre Bourdieu. Contre les positions de la -revue *Esprit*, contre les vôtres, aussi, Marcel Gauchet, nous débutions par cette affirmation : " *Nous ne sommes aucunement des -experts et n'avons pas la prétention de l'être.* " Il ne s'agissait pas de soutenir un pseudo-archaïsme, mais de réhabiliter la dignité -humaine, le service public, le partage, et surtout, si réforme il y avait, celle-ci devait être élaborée par tous. Aujourd'hui, la réforme néolibérale s'est imposée, y compris dans l'université, où il n'y a pas le moindre interstice pour la pensée tout court, compressée par l'urgence du moment et les évaluations multiples... L'" intellectuel spécifique " dont parlait Foucault est devenu un expert au service de la pensée dominante. Elle est là, la rupture. Ces intellectuels labellisés -n'assument pas leur subjectivité et leur -engagement au service de cette pensée. Sous couvert de la science, ils font croire à une réalité fictive. Vous n'êtes pas franc.

M. G : Permettez-moi d'apporter une précision factuelle : en 1995, je n'ai rien signé du tout, car j'étais convaincu que les deux camps avaient tort. Le réformisme d'Alain Juppé n'était pas franchement ma tasse de thé, et je n'ai pris aucun parti dans cette -affaire. La différence entre vous et moi, donc, c'est que moi je vous lis et que vous, vous ne me lisez pas... Pour le reste, notre discussion touche à une question très ancienne pour les intellectuels ou pour les auteurs, car un -intellectuel c'est d'abord un auteur, de poésie ou de philosophie, peu importe : est-ce qu'on contribue à une intelligibilité utilisable par tout le monde, même par les gens qui ne sont pas d'accord avec vos idées, ou est-ce qu'on est un militant qui défend une cause particulière ? Depuis qu'elle existe, la vie -intellectuelle tourne autour de cette question. Depuis le XIXe siècle, l'explication et la connaissance objective du monde social courent toujours le risque de se dévoyer en expertocratie, comme on le constate aujourd'hui. Mais, d'un autre côté, le militantisme conduit facilement à

l'obscurantisme, on ne l'a que trop vu. Le sectarisme politique et l'unilatéralisme intellectuel donnent rarement de brillants résultats ! Entre les deux écueils, la voie est étroite.

Cela posé, si je devais non pas désigner un - " ennemi " mais tracer une ligne de front, je dirais que c'est celle, au fond, qui me sépare d'une pseudo-radicalité protestataire, sans véritable objet, parce qu'elle n'a plus à son appui, aujourd'hui, le projet d'une société -alternative. Bien sûr, la radicalité critique a ses lettres de noblesse, et elle peut attirer l'attention sur des choses justes. Mais là où je me sens en rupture avec elle, c'est qu'elle ne nous donne pas d'instruments d'intelligibilité vis-à-vis du monde où nous évoluons et, par conséquent, pas de moyens d'action. -La vraie critique est celle qui permet de comprendre, et l'intelligence ne sort pas par - miracle de la dénonciation. Que serait une transformation sociale, dans les conditions actuelles, qui irait dans le sens d'une plus grande démocratie et d'une plus grande émancipation humaine ? Voilà la question qui nous est posée et à laquelle nous n'avons pas le premier élément de réponse. Pour moi, la tâche des intellectuels est de combler ce déficit par les moyens de la raison.

" Chaque nouvel occupant de la Rue de Grenelle humilie un peu plus l'université ", a écrit naguère Antoine Compagnon, -professeur au Collège de France, qui fait partie de ceux qui déplorent la fragilisation, voire la marginalisation de l'université en France. Cet affaiblissement a forcément des conséquences sur le débat d'idées, dans un pays où les savants l'ont longtemps structuré, ou au moins nourri.

M. R. S : Justement, le système néolibéral a paralysé toute créativité au sein de l'université. Nous avons résisté comme nous avons pu à la réforme de 2009, et nous avons totalement échoué, au point de nous retrouver enfermés dans les rets de règlements, rapports, quêtes de crédits à des agences qui préprogramment la recherche - *Agence nationale de la recherche - ANR* - . Et la tâche des universitaires est telle que la place du travail critique a disparu. C'est une des raisons pour lesquelles l'université est en perte de vitesse, au sens général du terme. Ce n'est pas simplement vrai en France, c'est aussi vrai aux Etats-Unis, en Espagne, en Angleterre. Regardez ce qu'est devenue la Rue d'Ulm, regardez ce que sont aujourd'hui les grandes écoles. Il n'y a pas si longtemps, il y avait encore la possibilité de faire un choix de cours, je me souviens avoir enseigné tout un semestre de la façon de " révolutionner " l'Histoire, à mon avis ce serait difficile à l'heure actuelle.

M. G : Avec Michèle Riot-Sarcey, nous avons eu au moins un combat commun, c'est le combat contre cette loi universitaire, dite " loi Pécresse ". Ce qui est en jeu ici, c'est le modèle de la connaissance et de son organisation. Le problème de nos sociétés, c'est l'absence d'intelligibilité globale de leur fonctionnement. C'est en ce sens que je parle de " société de l'ignorance ", pour souligner le fait que notre " société de la connaissance ", où il y a une foule de spécialistes -extraordinairement sophistiqués dans leur domaine, n'en marche pas moins à l'aveugle, faute de vision d'ensemble. La loi poussait dans le sens de ce modèle de l'ultra-spécialisation professionnelle, et il fallait la combattre à ce titre. Mais le débat est aussi à l'intérieur du monde universitaire, où ce même modèle a de nombreux et puissants partisans. Que peut être et que doit être le rôle de l'université dans la société ? De quels savoirs a besoin la société ? Il ne faut pas se lasser de soulever ces questions.

Aujourd'hui, cette intelligibilité globale peut-elle encore être incarnée par des -individus singuliers ou viendra-t-elle plutôt de collectifs ?

M. G : Le travail intellectuel, cela ne -consiste pas à produire des vérités révélées ! Cela consiste à mettre en

circulation des propositions visant à une intelligibilité qui n'a de sens que si elle est répercutée par d'autres, si elle est partagée, si les gens se l'approprient. Ce qui compte dans tous les cas, c'est cette intelligibilité globale, à la limite, les -modes de sa production sont peu importants. Il y a eu, au XXe siècle, un moment historique de captation de cette recherche de sens par l'université, qui a représenté le grand moment des sciences humaines. Mais au XIXe siècle Marx n'était pas universitaire, et beaucoup d'autres intellectuels qui ont compté, avant et après lui, non plus. Saint-Simon, qui fait partie des auteurs familiers à Michèle Riot-Sarcey, ne demandait pas de crédits à l'ANR ! Etant donné la fermeture de l'organisation universitaire, on va sans doute revenir de plus en plus à une situation de ce genre.

M. R. S : L'enjeu, aujourd'hui, n'est pas de faire renaître les intellectuels, car nous sommes entrés dans une autre période. Face aux " intellectuels spécifiques ", selon l'expression de Foucault, qui sont devenus des -experts, il serait bon de renouer avec l'utopie balzacienne du " parti des intelligences ". L'heure est à la constitution d'un collectif critique. A notre époque, il est impossible d'avoir seul une vision globale du monde comme en avaient Saint-Simon ou Fourier. Pour avoir la connaissance de la totalité des problèmes qui se posent dans le monde, sept fois plus peuplé qu'à leur époque, il est -nécessaire de débattre ensemble toujours plus nombreux.

Si l'on veut être pertinent et efficace, l'idéal serait de réunir la presque totalité des individus qui pensent à distance du système tout simplement. Avec les amis de mon collectif - *Collectifcritique.org* -, nous tentons de saisir les enjeux au plus près de la réalité. Des analyses sont demandées à des " intelligences " qui ont travaillé la question. Le texte reste anonyme, de sorte que le lecteur, quel qu'il soit, s'en empare, et s'approprie la connaissance. Il peut aussi, bien sûr, proposer sa -réflexion afin d'intervenir en connaissance de cause dans l'espace public. Telle est la -condition préalable à toute démocratie réelle. En effet, pour être véritablement démocratique, une société doit rassembler des individus également libres susceptibles de débattre à égalité. Il faut pouvoir dire " je " et être en capacité d'assumer ce que l'on dit et ce que l'on fait, Hannah Arendt l'a dit avant moi. C'est pour cela que je ne suis pas d'accord avec la politique actuelle du gouvernement qui valorise les compétences au détriment de la transmission des connaissances disponibles. Aujourd'hui, le savoir manque, a fortiori le savoir -critique.

Alors, vous, au moins, vous avez débattu ensemble, et vous l'avez fait frontalement, loyalement. Or chacun connaissait à peu près les positions de l'autre avant de venir. Pourquoi avez-vous accepté de débattre ? Qu'espérez-vous de cet échange ?

M. R. S : Pour répondre franchement, ce type d'échange n'est pas vraiment ma tasse de thé. Mais bon, nous sommes en démocratie apparente, ne détruisons pas le peu qui subsiste. Parler à chacun, de ce point de vue, fait sens. Même si les positions sont profondément divergentes, je crois que cela peut être utile d'une certaine manière. Mais honnêtement je ne le souhaitais pas, je débats plus volontiers avec les amis et avec tous ceux qui doutent et s'interrogent sur notre société et s'inquiètent de la dégradation des conditions humaines. Comment penser calmement et sereinement quand nous avons aux portes de l'Europe barricadée et dans nos murs des réfugiés qui vivent dans des conditions profondément inhumaines ?

C'est pourquoi notre tâche est immense si nous voulons inverser le cours de l'histoire dont Francis Fukuyama, en 1992, a proclamé la fin. Retrouver l'idéal d'émancipation, -renouer avec l'esprit utopique supposeraient de revisiter l'Histoire et traquer les oublis, les impensés, les mises à l'écart ou à l'index. J'ai tenté un premier essai avec *Le Procès de la liberté* (La Découverte), il y a bien d'autres sujets à dévoiler : du sens de l'Histoire à sa couverture scientifique, si commode pour ceux qui ne doutent jamais.

M. G : D'abord, je suis démocrate, et cela veut dire que je discute avec tout le monde – dans la limite, cela va de soi, des interlocuteurs qui admettent eux-mêmes les principes de la démocratie. La démocratie ça -

consiste – et c'est toute sa difficulté – à discuter avec des gens avec lesquels on est en radical désaccord, sachant qu'il s'agit de préserver les conditions d'une coexistence pacifique avec eux et de rendre la contradiction qui vous oppose productive. Il est évidemment plus simple et plus reposant de discuter avec des gens avec lesquels on est d'accord pour l'essentiel. De ce point de vue, il y a des gens avec lesquels il me serait beaucoup plus difficile de discuter parce que, somme toute, nous baignons à l'intérieur d'un même espace culturel, quelles que soient nos divergences. Mais, indépendamment de mes préférences, je pense aussi à l'intérêt -public de la question qui nous était posée. Que s'est-il passé depuis trente ans ? Que s'est-il passé qui nous désarme autant intellectuellement ? Comme je crois au rôle des idées, je ne pensais pas pouvoir me dérober à l'interpellation.

Propos recueillis par Jean Birnbaum et Hervé Gardette

© Le Monde

◀ **article précédent**
Raison et sentiments

article suivant ▶
" Débattre ! ", Le programme...